Les Echos, 19 octobre 2022

Elvia PCB ferme son usine de circuits imprimés dans le Loiret

CENTRE-VAL DE LOIRE

Ciretec, une des cinq usines du groupe, avait été victime d'un incendie en janvier.

Christine Berkovicius
— Correspondante à Orléans

Installé depuis trente-cinq ans à Saint-Ay (Loiret), Ciretec, une des cinq unités du groupe Elvia PCB, le numéro 1 français des circuits imprimés, a décidé d'arrêter définitivement sa production. Cette usine avait brûlé il y a neuf mois. La fabrication a été suspendue et le personnel mis en chômage technique dans l'attente d'une possible reconstruction. Après avoir entretenu le flou durant plusieurs mois, la direction a finalement choisi de ne pas reconstruire l'usine et a engagé un plan social qui devrait être bouclé d'ici à la fin du mois. Cinquante-trois postes sur 70 seront supprimés. Ciretec ne conservera qu'une petite activité de contrôle avec 17 personnes, dans des locaux loués. Le groupe explique que reconstruire aurait coûté « *entre 25 et 30 millions d'euros* » et que le délai, de 24 à 36 mois, « *aurait été trop long pour les clients* » parmi lesquels Safran, Thales, Airbus ou la Direction générale de l'armement.

L'entreprise fabrique des circuits imprimés pour la défense, l'aéronautique et le spatial. Son activité a été affectée par le Covid mais ses carnets de commandes étaient pleins au moment de l'incendie, avec un montant équivalent au chiffre d'affaires 2021, de l'ordre de 7,5 millions.

Amers, les salariés dénoncent l'absence de justification économique pour le plan social et les trop maigres primes consenties. Quant aux reclassements en Normandie ou en Bretagne, ils rien veulent pas, car la majorité d'entre eux ont une longue ancienneté et ne se voient pas changer de région. « *Ils se moquent de nous et nous donnent des miettes. Pourtant le groupe a les moyens* », plaide la secrétaire du comité social et économique de l'entreprise.

Les élus mobilisés

Elvia PCB, dont le siège social est à Coutances (Manche), a été repris en mars par Tikehau Ace Capital, filiale de Tikehau, en mobilisant ACE Aéro Partenaires, un fonds de 630 millions d'euros créé au moment du Covid pour soutenir la filière aéronautique, abondé par l'Etat, Tikehau et des grands industriels du secteur.

Les élus locaux jugent, eux aussi, que le groupe, avec son nouvel actionnaire, était assez solide pour reconstruire l'usine. Le maire, Frédéric Cuillerier, et le sénateur PS Jean-Pierre Sueur ont alerté le cabinet de Bruno Le Maire et le ministère de l'Industrie, sans réponse des services de l'Etat. ■

53
POSTES SUPPRIMÉS
sur un effectif de 70 personnes.

Phoca PDF